

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1942

[2010/203190]

27 MAI 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant statut des agences de voyages

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 avril 2010 portant statut des agences de voyages;
 Vu l'avis rendu par le Conseil supérieur du Tourisme en date du 29 avril 2008;
 Vu l'avis rendu par le Comité technique des Agences de voyages en date du 22 avril 2008;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 2008;
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 avril 2008;
 Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;
 Après délibération,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Des autorisations**CHAPITRE I^{er}. — Des différentes catégories d'autorisation****Article 1^{er}.** § 1^{er}. Dans le présent texte, on entend par :

- 1^o décret : le décret du 22 avril 2010 portant statut des agences de voyages;
 2^o autorité compétente : une autorité compétente telle que définie à l'article 3 de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
 3^o directives :
 - la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi que ses modifications ultérieures;
 - la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur;
 4^o agence de voyages : l'agence de voyages telle que définie à l'article 1^{er}, § 2, 2^o, du décret;
 5^o prestataire de services : le prestataire de services tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, du décret;
 6^o profession réglementée : une activité professionnelle ou un ensemble d'activités professionnelles telles que définies à l'article 3 de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
 7^o titre de formation : un titre de formation tel que défini à l'article 3 de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
 8^o lettre recommandée : envoi tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 4^o, du décret.

§ 2. Le calcul des délais s'établit selon les règles suivantes :

- le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus;
 - le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. 2. § 1^{er}. Il existe trois catégories d'autorisations permettant d'exercer l'activité définie à l'article 2, § 1^{er}, du décret, suivant les distinctions ci-après :1^o l'autorisation de la catégorie A qui permet :

- a) l'organisation, comme entrepreneur ou sous-entrepreneur, et la vente de voyages à forfait et de séjours à forfait, individuels ou en groupe;
 b) la vente, en qualité d'intermédiaire, de voyages à forfait et de séjours à forfait organisés par des tiers, de bons de logement et de bons de repas;
 c) la vente, en qualité d'intermédiaire, de billets pour tous moyens de transport;

2^o l'autorisation de la catégorie B qui permet :

- a) la vente en qualité d'intermédiaire, de voyages à forfait et de séjours à forfait organisés par des tiers, de bons de logement et de bons de repas;
 b) la vente en qualité d'intermédiaire, de billets pour tous moyens de transport;

3^o l'autorisation de la catégorie C qui permet aux exploitants d'autocars :

- a) l'organisation, comme entrepreneur ou sous-entrepreneur, et la vente de voyages à forfait et de séjours à forfait lorsque la partie principale du transport doit s'effectuer en autocar;
 b) la vente, en qualité d'intermédiaire, de voyages à forfait et de séjours à forfait organisés par des tiers titulaires d'une des autorisations prévues par le présent article, lorsque la partie principale du transport doit s'effectuer en autocar.

§ 2. Une même personne physique ou morale ne peut être titulaire de plusieurs autorisations, quelles qu'en soient les catégories.

CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi de l'autorisation**Section 1^{re}. — Conditions relatives aux personnes**

Nationalité

Art. 3. Le demandeur d'autorisation ou la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise doi(ven)t posséder l'une des qualités suivantes :

- 1^o être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la directive s'appliquera à ces pays;
 2^o être ressortissant d'un des Etats membres du Conseil de l'Europe ayant ratifié la Convention européenne d'établissement;
 3^o être citoyen d'un pays tiers ayant obtenu, en Belgique, un statut de résident à long terme et/ou membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne qui exerce son droit de circuler librement à l'intérieur de l'Union européenne.

Compétence professionnelle

Art. 4. § 1^{er}. Le demandeur d'une autorisation de la catégorie *A* ou la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise doi(ven)t remplir une des conditions suivantes :

A. être titulaire :

1^o d'un titre de bachelier ou de master en tourisme sanctionné par un diplôme reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages; ou

2^o d'un titre de bachelier ou de master sanctionné par un diplôme reconnu de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone ainsi qu'une expérience pertinente de deux ans en agence de voyages; ou

3^o d'un titre conféré en vertu d'une formation équivalente en tourisme ou d'une formation spécifique en agent de voyage organisée par l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages; ou

4^o d'un titre conféré en vertu d'une formation équivalente ou spécifique en tourisme, agréé par le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages;

B. faire preuve d'une expérience professionnelle pertinente dans les activités d'agence de voyages dans les conditions visées à l'article 18 de la Directive 2005/36/CE.

§ 2. Le demandeur d'une autorisation de la catégorie *B* ou la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise doi(ven)t remplir une des conditions suivantes :

A. être titulaire :

1^o d'un titre de bachelier ou de master en tourisme sanctionné par un diplôme reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone; ou

2^o d'un titre de bachelier ou de master sanctionné par un diplôme reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ainsi qu'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages; ou

3^o d'un titre conféré en vertu d'une formation équivalente en tourisme ou d'une formation spécifique en agent de voyage organisée par l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages; ou

4^o d'un titre conféré en vertu d'une formation équivalente ou spécifique en tourisme, agréé par le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages.

B. faire preuve d'une expérience professionnelle pertinente dans les activités d'agence de voyages dans les conditions visées à l'article 18 de la Directive 2005/36/CE.

§ 3. Le demandeur d'une autorisation de la catégorie *C* ou la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise doi(ven)t remplir une des conditions suivantes :

A. être titulaire :

1^o d'un titre de bachelier ou de master en tourisme sanctionné par un diplôme reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone; ou

2^o d'un titre de bachelier ou de master sanctionné par un diplôme reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages; ou

3^o d'un titre conféré en vertu d'une formation équivalente en tourisme ou d'une formation spécifique en agent de voyage organisée par l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agence de voyages; ou

4^o d'un titre conféré en vertu d'une formation équivalente ou spécifique en tourisme, agréé par le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions ainsi que d'une expérience pertinente d'un an en agences de voyages;

B. faire preuve d'une expérience professionnelle pertinente dans les activités d'agence de voyages dans les conditions visées à l'article 18 de la Directive 2005/36/CE.

§ 4. Les demandeurs ressortissants d'un Etat membre où la profession d'agence de voyages est réglementée souhaitant obtenir une autorisation de catégorie *A*, *B* ou *C*, ou la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise, doit remplir une des conditions suivantes :

A. être titulaire d'un certificat de compétence ou d'un titre de formation prescrit par un Etat membre pour être admis à la profession réglementée d'agence de voyages sur son territoire, ou à l'exercice de cette activité sur ledit territoire, qui répond aux conditions suivantes :

1^o le certificat est délivré par une autorité compétente dans un Etat membre désignée conformément aux dispositions légales ou administratives dans cet Etat membre; et

2^o il apparaît du certificat de compétence ou du titre de formation que le titulaire :

- a suivi un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, dispensé dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation, ainsi que, le cas échéant, la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires; ou

- a suivi un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale d'un an, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement d'un cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement post-secondaire en question, ou a suivi une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que, le cas échéant, la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires.

Est assimilé au titre de formation le titre obtenu dans un Etat membre, sanctionnant une formation suivie dans un pays de l'Espace économique européen, lorsque cette formation est reconnue comme équivalente par cet Etat membre.

Est assimilé au titre de formation le titre obtenu dans un pays tiers, lorsque l'Etat membre reconnaît ce titre de formation comme équivalent et que son titulaire fait preuve d'une expérience de trois ans dans cet Etat membre; ou

B. faire preuve d'une expérience professionnelle pertinente dans les activités d'agence de voyages dans les conditions visées à l'article 18 de la Directive 2005/36/CE.

§ 5. Les demandeurs ressortissants d'un Etat membre où la profession d'agence de voyages n'est pas réglementée souhaitant obtenir une autorisation de catégorie *A*, *B* ou *C*, et la (les) personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise, doi(ven)t remplir une des conditions suivantes :

A. avoir exercé pendant les dix dernières années la profession d'agence de voyages; et

B. être titulaire d'un certificat d'aptitude ou d'un titre de formation qui répond aux conditions suivantes :

1° le certificat est délivré par une autorité compétente dans un Etat membre désignée conformément aux dispositions légales ou administratives dans cet Etat membre; et

2° il apparaît du certificat de compétence ou du titre de formation que le titulaire :

- a suivi un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, dispensé dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation, ainsi que, le cas échéant, la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires, et qui atteste la préparation du titulaire à l'exercice de la profession d'agence de voyages; ou

- a suivi un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale d'un an, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement d'un cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement post-secondaire en question, ou a suivi une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que, le cas échéant, la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires, et qui atteste la préparation du titulaire à l'exercice de la profession d'agence de voyages.

Est assimilé au titre de formation le titre obtenu dans un Etat membre, sanctionnant une formation suivie dans un pays de l'Espace économique européen, lorsque cette formation est reconnue comme équivalente par cet Etat membre.

Est assimilé au titre de formation le titre obtenu dans un pays tiers, lorsque l'Etat membre reconnaît ce titre de formation comme équivalent et que son titulaire fait preuve d'une expérience de trois ans dans cet Etat membre; ou

C. faire preuve d'une expérience professionnelle pertinente dans les activités d'agence de voyages dans les conditions visées à l'article 18 de la Directive 2005/36/CE.

§ 6. Les conditions visées aux paragraphes précédents sont présumées remplies dans les deux situations suivantes :

A. lorsque l'intéressé dispose d'un titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente de son Etat d'origine, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise et reconnue par cet Etat comme étant de niveau équivalent à celui requis aux paragraphes précédents et qu'il y confère les mêmes droits d'accès à l'activité d'agences de voyages ou à son exercice ou qui prépare à l'exercice de cette activité;

B. lorsque l'intéressé dispose d'une qualification professionnelle qui, sans répondre aux exigences législatives, réglementaires ou administratives de son Etat d'origine pour l'accès à l'activité d'agences de voyages ou son exercice, confère à l'intéressé des droits acquis en vertu de ces dispositions.

§ 7. Pour l'application des paragraphes précédents, sont prises en compte aussi bien les prestations à temps plein que les prestations à temps partiel, étant entendu que la durée totale du temps de travail à temps partiel doit correspondre à l'expérience requise à temps plein telle qu'imposée dans ces paragraphes.

§ 8. Le commissaire général au Tourisme évalue la possession des qualifications professionnelles requises sur base d'un ou plusieurs documents suivants :

- a. les diplômes, certificats d'aptitude ou titres de formation;
- b. une déclaration sur l'honneur du présent ou ancien employeur ou donneur d'ordre;
- c. des témoignages;
- d. tout document accepté comme preuve par le commissaire général au Tourisme.

Art. 5. L'intéressé doit accomplir un stage d'adaptation de trois ans ou une épreuve d'aptitude lorsqu'il se prévaut :

1° d'une formation, dans son Etat d'origine, inférieure d'au moins un an à la formation prévue à l'article 4 de l'arrêté;

2° d'une formation, dans son Etat d'origine, portant sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation d'agent de voyages;

3° d'une attestation ou d'une compétence, dans son Etat d'origine, pour une profession substantiellement différente de celle d'agence de voyage.

Le choix entre le stage d'adaptation ou l'épreuve d'aptitude appartient à l'intéressé.

Lorsque l'intéressé doit accomplir un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, il doit fournir des informations concernant sa formation dans la mesure nécessaire pour déterminer l'existence éventuelle de différences substantielles avec la formation en vigueur en Région wallonne. Si l'intéressé est dans l'impossibilité de fournir ces informations, le commissaire général au Tourisme s'adresse au point de contact, à l'autorité compétente ou à tout autre organisme compétent dans l'Etat d'origine.

Art. 6. Lorsqu'une personne chargée de la gestion journalière quitte l'entreprise, elle doit être remplacée dans les six mois. Ce remplacement est conditionné par l'observation des dispositions des articles 3 et 4 en matière, de nationalité et de compétence professionnelle.

Section 2. — Conditions relatives aux entreprises

Cautionnement

Art. 7. § 1^{er}. Le demandeur d'autorisation doit justifier la constitution d'un cautionnement du montant suivant :

1. pour une autorisation des catégories A ou C, si l'entreprise vend ses voyages à forfait ou séjours à forfait essentiellement par l'intermédiaire d'autres agences de voyages :

pour 20 employés au plus : 50.000 euros,
augmenté de 25.000 euros par tranche de 10 employés;

2. pour une autorisation de la catégorie A, si l'entreprise occupe :

2 employés au plus : 10.000 euros;

de 3 à 5 employés : 15.000 euros;

de 6 à 10 employés : 20.000 euros;

plus de 10 employés : 25.000 euros,

augmenté de 7.500 euros par succursale;

3. pour une autorisation de la catégorie B : 7.500 euros,

augmenté de 7.500 euros par succursale;

4. pour une autorisation de la catégorie C si l'entreprise exploite :

de 1 à 5 autocars en catégorie "Tourisme" : 7.500 euros;

de 6 à 10 autocars en catégorie "Tourisme" : 10.000 euros;

de 11 à 15 autocars en catégorie "Tourisme" : 12.500 euros,
 augmenté de 5.000 euros par tranche de 5 autocars en catégorie "Tourisme",
 augmenté de 7.500 euros par succursale.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, il est tenu compte :

- des employés occupés au siège principal et dans les succursales de l'entreprise au moment de la demande et, ensuite, le 1^{er} juillet de chaque année;
- des autocars en catégorie "Tourisme" affectés par le siège principal et les succursales de l'entreprise à l'organisation de voyages à forfait et de séjours à forfait au moment de la demande et, ensuite, le 1^{er} juillet de chaque année;
- des succursales en exploitation.

Le montant du cautionnement doit être rajusté lors de l'ouverture d'une nouvelle succursale et s'il échet, avant l'expiration du mois de juillet.

Art. 8. Le cautionnement peut consister en la caution solidaire d'une banque ou d'une compagnie d'assurances, ou pour les ressortissants des Etats membres autres que la Belgique ainsi que de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la directive s'appliquera à ces pays, conformément à la législation en vigueur dans l'Etat d'origine.

Art. 9. Le cautionnement peut être constitué après de la Caisse des Dépôts et Consignations ou, pour les ressortissants des Etats membres autres que la Belgique ainsi que de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la directive s'appliquera à ces pays, auprès d'un organisme de dépôt et de consignation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans l'Etat d'origine.

Siège d'exploitation

Art. 10. Le demandeur d'autorisation doit disposer de locaux fixes, accessibles au public, permettant d'exercer l'activité de manière reconnaissable et digne.

CHAPITRE III. — De la procédure d'octroi des autorisations

Art. 11. La demande d'autorisation est adressée au commissaire général au Tourisme.

Art. 12. § 1^{er}. La demande d'autorisation doit être accompagnée des documents ci-après :

1° un extrait de casier judiciaire du modèle 2 pour les ressortissants belges ou du modèle équivalent pour les ressortissants étrangers, délivré depuis trois mois au plus au nom du demandeur s'il s'agit d'une personne physique, des administrateurs ou gérants s'il s'agit d'une personne morale, ainsi qu'au nom de la/des personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise.

Lorsque l'intéressé est ressortissant d'un Etat visé à l'article 3 autre que la Belgique, l'extrait de casier judiciaire peut être remplacé par tout document émanant d'une autorité compétente dont il résulte que l'exigence de nationalité prévue par l'article 3 du présent arrêté et celle d'honorabilité prévue par l'article 8, 2°, du décret, sont satisfaites.

Lorsque les documents visés au 1° ne sont pas délivrés par les autorités compétentes de l'Etat d'origine, ils sont remplacés par une déclaration sous serment - ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle - faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente ou, le cas échéant, devant un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat membre d'origine ou de provenance, qui délivrera une attestation faisant foi de ce serment ou de cette déclaration solennelle. Dans l'un ou l'autre cas, si la formule de ce serment ou de cette déclaration ne peut être utilisée par l'intéressé dans l'Etat en question, une formule équivalente appropriée peut être utilisée par l'intéressé;

2° les annexes au *Moniteur belge* publiant, dans leur dernier état, les dispositions relatives à la société ou à l'association dont la loi prescrit la publicité.

Ces annexes peuvent toutefois être remplacées par un exemplaire des statuts dûment revêtus du cachet du tribunal de commerce, préalablement à leur publication au *Moniteur belge*.

Lorsque l'intéressé est ressortissant d'un Etat visé à l'article 3 autre que la Belgique, ce document peut être remplacé par tout document, disponible publiquement, relatif à la société ou à l'association dont la loi de cet Etat prescrit la publicité;

3° les certificats ou autres documents susceptibles de faire foi de la compétence professionnelle de la/des personne(s) chargée(s) de la gestion journalière de l'entreprise;

4° les documents de nature à justifier l'application des mesures de dispense ou des mesures transitoires;

5° l'avis de la Caisse des Dépôts et Consignations ou l'acte d'engagement de la caution solidaire attestant de la constitution du cautionnement ou, pour les ressortissants d'un Etat visé à l'article 3 autre que la Belgique, d'un organisme de Dépôt et de Consignations.

§ 2. Il doit être fait usage des formulaires de demande fournis par le commissaire général au Tourisme.

§ 3. Tout changement qui affecte un quelconque des éléments de la demande d'autorisation et des documents qui l'accompagnaient, doit être notifié au commissaire général au Tourisme par lettre recommandée dans un délai de dix jours.

§ 4. En cas de doute justifié, le commissaire général au Tourisme peut se réserver le droit de solliciter tout document original.

§ 5. En cas de doute justifié, le commissaire général au Tourisme peut demander à l'Etat d'origine une confirmation de l'authenticité des attestations et des titres de formation délivrés dans cet autre Etat.

§ 6. En cas de doute justifié, lorsqu'une autorité compétente d'un Etat membre a délivré un titre de formation, comprenant une formation reçue en tout ou en partie dans un établissement légalement établi sur le territoire d'un autre Etat membre, le commissaire général au Tourisme est en droit de vérifier auprès de l'organisme compétent de l'Etat d'origine où la délivrance a eu lieu :

1° si la formation dispensée par l'établissement concerné a été formellement certifiée par l'établissement d'enseignement situé dans l'Etat d'origine où la délivrance a eu lieu;

2° si le titre de formation délivré est le même que celui qui aurait été délivré si la formation avait été entièrement suivie dans l'Etat d'origine où la délivrance a eu lieu; et

3° si le titre de formation délivré confère les mêmes droits d'accès à la profession sur le territoire de l'Etat d'origine où la délivrance a eu lieu.

Art. 13. L'autorisation mentionne le nom de l'entreprise, les lieux du siège principal et des succursales, les activités autorisées, les noms des titulaires, administrateurs délégués, gérants et personnes chargées de la gestion journalière.

Art. 14. Aucune entreprise ne peut être mise en exploitation avant la délivrance de l'autorisation requise.

Titre 3. — Des obligations des titulaires d'autorisation

CHAPITRE I^{er}. — Des écussons et des autorisations

Art. 15. Le commissaire général au Tourisme remet au titulaire d'une autorisation octroyée conformément à l'article 2, § 1^{er} ou § 2, 1^o, du décret, à raison d'autant d'exemplaires que l'entreprise compte de siège principal et de succursales, un écusson qui reste la propriété de la Wallonie et qui doit être apposé visiblement sur l'établissement à proximité de l'entrée destinée au public.

Les modèles d'écusson varient selon les activités autorisées et font l'objet des modèles repris en annexes 1^{re}, 2 et 3.

Art. 16. § 1^{er}. En cas de retrait ou de suspension de l'autorisation ou en cas de cessation d'activité, l'autorisation ainsi que les écussons des établissements concernés doivent être restitués dans les dix jours de l'envoi de la notification de la décision définitive de retrait ou de suspension ou de la cessation d'activité.

§ 2. En cas de modification dans les mentions de l'autorisation, cette dernière ainsi que le cas échéant les écussons des établissements concernés doivent être restitués dans les dix jours de la délivrance de la nouvelle autorisation et le cas échéant, des nouveaux écussons.

CHAPITRE II. — Des mentions

Art. 17. Mention de la dénomination de l'entreprise, de la catégorie et du numéro de l'autorisation doit être faite sur les documents professionnels et dans la publicité.

Le prestataire de services tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, du décret est également soumis à cette obligation.

CHAPITRE III. — De la déontologie

Art. 18. Le titulaire d'une autorisation est tenu :

1. envers ses clients :

a) de donner les renseignements exacts nécessaires en ce qui concerne les prix et les conditions d'un voyage ou d'un séjour;

b) de fournir, dans les conditions prévues, les services qu'il s'est engagé à prester;

c) de garder secrètes toutes les conditions d'un voyage ou séjour, même si ce voyage n'a pas été accompli, à moins qu'il n'ait reçu des instructions du client à ce sujet, qu'il ne soit appelé à rendre témoignage en justice ou que la loi ne l'oblige à faire connaître ces conditions;

d) de ne pas employer les fonds versés par un client à des fins étrangères à celles de l'entreprise et de restituer sans retard aux clients les fonds qui leur sont dus;

e) de s'abstenir de recourir à des fournisseurs ou sous-traitants ne présentant pas une garantie professionnelle ou morale certaine;

2. envers ses fournisseurs :

a) de leur transmettre les sommes qui leur sont dues dans les délais convenus ou, à défaut, dans les délais d'usage;

b) de respecter en matière de résiliation des contrats les délais convenus, ou à défaut, les délais d'usage;

3. envers ses confrères :

de s'abstenir de tout acte contraire aux usages honnêtes en matière commerciale par lequel il leur enlèverait ou tenterait de leur enlever ou à l'un d'eux partie de leur clientèle, ou porterait atteinte ou tenterait de porter atteinte à leur crédit ou, plus généralement, porterait atteinte ou tenterait de porter atteinte à leur capacité de concurrence.

Commet un acte contraire aux usages honnêtes en matière commerciale, notamment celui qui :

a) crée ou tente de créer la confusion entre sa personne, son entreprise, ses représentations, ses activités et celles d'un concurrent et ce, par tous moyens tels que ressemblance dans la dénomination de l'agence de voyages, dans le nom d'un voyage ou séjour ou dans la publicité commerciale;

b) répand des imputations fausses ou donne des indications sciemment inexactes sur la personne, l'entreprise, les activités ou le personnel d'un concurrent;

c) donne des indications inexactes sur sa personnalité commerciale ou ses voyages ou séjours;

d) fait un emploi non autorisé du matériel d'un concurrent, notamment de ses brochures, circulaires, prospectus et affiches, même sans intention de créer une confusion entre les personnes;

e) débauche le personnel d'un concurrent dans le dessein de nuire ou l'incite à divulguer les secrets d'affaires de son concurrent.

Le prestataire de services tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, du décret est également soumis à cette obligation.

CHAPITRE IV. — De la mise en jeu du cautionnement

Art. 19. Le cautionnement est affecté exclusivement à la garantie des engagements professionnels contractés à l'occasion de l'exercice des activités couvertes par l'autorisation.

Il ne peut toutefois servir au paiement de créanciers déjà pourvus d'une autre garantie, dans la limite de celle-ci.

Art. 20. Le cautionnement ne peut être mis en jeu que si le paiement des créances garanties a été réclamé conformément aux dispositions qui suivent.

Art. 21. Le créancier doit adresser une mise en demeure à son débiteur et une copie de celle-ci, accompagnée de la copie des factures impayées, au commissaire général au Tourisme dans les douze mois de l'exécution de la prestation qui a donné naissance à la créance.

Dans les dix jours, le commissaire général au Tourisme envoie un avertissement au débiteur lui rappelant les dispositions de l'article 26 du présent arrêté et en adresse, le cas échéant, copie à la caution solidaire.

Toutes ces recommandations sont faites par lettre recommandée

Art. 22. § 1^{er}. Si dans les dix jours de l'envoi de l'avertissement visé à l'article 21, alinéa 2, le commissaire général au Tourisme n'a pas reçu du débiteur ou de la caution solidaire, par lettre recommandée, soit la preuve du paiement, soit la notification que la créance ou sa garantie est contestée entièrement ou partiellement, la créance est regardée comme étant certaine, liquide, exigible et garantie pour sa partie non payée et non contestée et le cautionnement est mis en jeu conformément au § 2.

§ 2. Lorsque, conformément au § 1^{er}, le cautionnement doit être mis en jeu, le commissaire général au Tourisme donne instructions, par lettre recommandée, à l'organisme de Dépôts et Consignations ou, suivant le cas, à la caution solidaire, de payer le créancier.

La caution solidaire dispose d'un délai de dix jours à partir de l'envoi de la lettre recommandée du commissaire général au Tourisme, pour effectuer le paiement. Elle doit, dans le même délai, informer de ce paiement le commissaire général au Tourisme par lettre recommandée.

§ 3. Le commissaire général au Tourisme avise le créancier du paiement de la créance. En cas de contestation, il informe le créancier qu'il peut éventuellement exercer ses droits par les voies légales ordinaires.

Le cas où le créancier contredit le paiement et le cas où la caution solidaire n'exécute pas ses obligations dans le délai prévu au § 2 sont considérés comme des contestations.

Art. 23. Dans le cas où le cautionnement a été mis en jeu conformément à l'article 21, le titulaire de l'autorisation doit reconstituer ledit cautionnement, sans devoir y être invité, dans les dix jours.

Art. 24. Les créances sont traitées et honorées au fur et à mesure de leur réception, la date de la poste faisant foi. Lorsque le cautionnement est insuffisant pour payer tous les créanciers qui ont réclamé le paiement de leur créance conformément à l'article 21, et qui portent le même cachet postal, il y a lieu à distribution par contribution. Ces dispositions sont également valables en cas de faillite de l'entreprise.

Art. 25. Tout bon de commande et toute facture émanant du titulaire d'une autorisation doivent mentionner au recto ou au verso - mais dans ce cas un renvoi doit figurer clairement au recto - le fait que ses engagements professionnels sont garantis par un cautionnement dans les conditions prévues par le présent arrêté, le montant du cautionnement et l'indication que le cautionnement ne peut jouer qu'après l'envoi par lettre recommandée d'une mise en demeure au débiteur et d'une copie de cette mise en demeure au commissaire général au Tourisme.

Art. 26. § 1^{er}. Le cautionnement est libéré dans les cas et aux dates ci-après :

1° en cas de cessation effective et définitive des activités couvertes par l'autorisation : à la date de la réception par le commissaire général au Tourisme de la lettre recommandée qui lui notifie la cessation de ces activités;

2° au cas où la caution solidaire décide de se dégager de ses obligations : à l'expiration d'un délai de trois mois prenant cours à la date de la réception par le commissaire général au Tourisme de la lettre recommandée qui lui notifie cette décision;

§ 2. Le cautionnement subsiste pour la garantie des créances, nées avant sa libération dont le paiement a été réclamé conformément à l'article 21 et au plus tard dans les six mois qui suivent la date de la libération.

CHAPITRE V. — *Des statistiques*

Art. 27. Le titulaire d'une autorisation est tenu de fournir annuellement les renseignements se rapportant à l'industrie du tourisme que le commissaire général au Tourisme lui demande.

Ces renseignements sont confidentiels et destinés uniquement à des fins statistiques relatives au tourisme.

Le prestataire de services tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 3°, du décret est également soumis à cette obligation.

CHAPITRE VI. — *Coopération administrative européenne*

Art. 28. Le commissaire général au Tourisme peut demander aux autorités compétentes de l'Etat d'origine du prestataire de services, pour chaque prestation de services, toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel.

En cas de plainte, le destinataire de service doit être informé des suites de la plainte.

Titre 4. — *Des dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 29. Les arrêtés royaux des 30 juin 1966, 1^{er} février 1975, 9 mars 1977, 22 octobre 1987 et 22 septembre 1988 relatifs au statut des agences de voyages sont abrogés.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 31. Le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1942

[2010/203190]

27 MEI 2010. — Besluit van de Waalse Regering houdende het statuut van de reisbureaus

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 april 2010 houdende het statuut van de reisbureaus;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Tourisme" (Hoge Raad voor Toerisme), gegeven op 29 april 2008;

Gelet op het advies van het technisch comité van de reisbureaus, gegeven op 22 april 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 april 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 april 2008;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad;

Na beraadslaging,
Besluit :

Titel 1. — Vergunningen

HOOFDSTUK I. — *Verskillende categorieën van vergunningen*

Artikel 1. § 1. In deze tekst wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 22 april 2010 houdende het statuut van de reisbureaus;
- 2° bevoegde overheid : een bevoegde overheid zoals bedoeld in artikel 3 van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;
- 3° richtlijnen :
 - Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, en de latere wijzigingen ervan;
 - Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt;
- 4° reisbureau : het reisbureau zoals bepaald in artikel 1, § 2, 2°, van het decreet;
- 5° dienstverrichter : de dienstverrichter zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, van het decreet;
- 6° gereguleerd beroep : een beroepswerkzaamheid of een geheel van beroepswerkzaamheden zoals bepaald in artikel 3 van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;
- 7° opleidingstitel : een opleidingstitel zoals bedoeld in artikel 3 van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;
- 8° aangetekende brief : zending zoals bepaald in artikel 1, § 2, 4°, van het decreet.

§ 2. De berekening van de termijnen wordt verricht volgens de volgende regels :

- de dag van ontvangst van de akte, die het vertrekpunt is voor een termijn, is er niet in begrepen.
- inbegrepen in de termijn is de vervalddag. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, verschuift de vervalddag naar de eerstvolgende werkdag.

Art. 2. § 1. Er bestaan drie categorieën van vergunningen welke de uitoefening van de in artikel 2, § 1, van het decreet omschreven werkzaamheid toelaten, volgens de hiernavolgend onderscheidingen :

1° de vergunning van categorie A voor :

- a) de organisatie, als aannemer of onderaannemer, en de verkoop van individuele of groepsreizen tegen een vaste som en verblijven tegen een vaste som;
- b) de verkoop, als tussenpersoon, van door derden georganiseerde reizen tegen een vaste som en verblijven tegen een vaste som, van logiesbons en van maaltijdbons;
- c) de verkoop, als tussenpersoon, van biljetten voor alle vervoermiddelen;

2° de vergunning van categorie B voor :

- a) de verkoop, als tussenpersoon, van door derden georganiseerde reizen tegen een vaste som en verblijven tegen een vaste som, van logiesbons en van maaltijdbons;
- b) de verkoop, als tussenpersoon, van biljetten voor alle vervoermiddelen;

3° de vergunning van categorie C die aan autocarexploitanten verleend wordt voor :

- a) de organisatie, als aannemer of onderaannemer, en de verkoop van reizen tegen een vaste som en verblijven tegen een vaste som wanneer het grootste deel van het vervoer per autocar moet geschieden;
- b) de verkoop, als tussenpersoon, van reizen en verblijven die door derden, houders van één der in dit artikel bedoelde vergunningen, worden georganiseerd tegen een vaste som, wanneer het grootste deel van het vervoer per autocar moet geschieden.

§ 2. Eenzelfde natuurlijke of rechtspersoon mag geen houder van vergunningen van verschillende categorieën zijn.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de toekenning van de vergunning*

Afdeling 1. — Voorwaarden met betrekking tot de personen

Nationaliteit

Art. 3. De vergunningsaanvrager of de persoon(onen) die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is (zijn), moet(en) één der volgende hoedanigheden bezitten :

1° onderdaan zijn van één lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Vrijhandelsassociatie zodra de richtlijn op die landen van toepassing zal zijn;

2° onderdaan zijn van één van de lidstaten van de Raad van Europa die het Europees Vestigingsverdrag hebben bekrachtigd;

3° burger zijn van een derde land, die een statuut van ingezetene op lange termijn in België heeft gekregen en/of die lid is van het gezin van een burger van de Europese Unie die zijn recht van vrij verkeer binnen de Europese Unie uitoefent.

Beroepsbekwaamheid

Art. 4. § 1. De aanvrager van een vergunning van categorie A of de persoon(onen) die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is (zijn), moet(en) één van de volgende voorwaarden vervullen :

A. houder zijn :

1° van een bachelor- of masterdiploma in toerisme dat afgesloten is met een diploma erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen; of

2° van een bachelor- of masterdiploma dat afgesloten is met een diploma erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap en die een relevante ervaring van twee jaar in een reisbureau kan bewijzen; of

3° van een titel toegekend krachtens een gelijkwaardige opleiding in toerisme of een bijzondere opleiding als reisbureau-uitbater georganiseerd door het "Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor alternerende vorming en voor zelfstandigen en kleine en middelgrote

ondernemingen) en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen; of

4° van een titel toegekend krachtens een gelijkwaardige of bijzondere opleiding in toerisme erkend door de Minister bevoegd voor Toerisme en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen;

B. een relevante beroepservaring in de reisbureau-activiteiten kunnen bewijzen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 van Richtlijn 2005/36/EG.

§ 2. De aanvrager van een vergunning van categorie B of de persoon(onen) die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is (zijn), moet(en) één van de volgende voorwaarden vervullen :

A. houder zijn :

1° van een bachelor- of masterdiploma in toerisme dat afgesloten is met een diploma erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap; of

2° van een bachelor- of masterdiploma dat afgesloten is met een diploma erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen; of

3° van een titel toegekend krachtens een gelijkwaardige opleiding in toerisme of een bijzondere opleiding als reisbureau-uitbater georganiseerd door het "Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen; of;

4° van een titel toegekend krachtens een gelijkwaardige of bijzondere opleiding in toerisme erkend door de Minister bevoegd voor Toerisme en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen;

B. een relevante beroepservaring in de reisbureau-activiteiten kunnen bewijzen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 van Richtlijn 2005/36/EG.

§ 3. De aanvrager van een vergunning van categorie C of de persoon(onen) die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is (zijn), moet(en) één van de volgende voorwaarden vervullen :

A. houder zijn :

1° van een bachelor- of masterdiploma in toerisme dat afgesloten is met een diploma erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap; of

2° van een bachelor- of masterdiploma dat afgesloten is met een diploma erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen; of

3° van een titel toegekend krachtens een gelijkwaardige opleiding in toerisme of een bijzondere opleiding als reisbureau-uitbater georganiseerd door het "Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" en die een relevante ervaring van één jaar in één reisbureau kan bewijzen; of;

4° van een titel toegekend krachtens een gelijkwaardige of bijzondere opleiding in toerisme erkend door de Minister bevoegd voor Toerisme en die een relevante ervaring van één jaar in een reisbureau kan bewijzen;

B. een relevante beroepservaring in de reisbureau-activiteiten kunnen bewijzen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 van Richtlijn 2005/36/EG.

§ 4. De aanvragers die onderdaan zijn van één lidstaat waar het beroep van reisbureau gereguleerd is, en die een vergunning van categorie A, B of C willen krijgen of de persoon(onen) die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is (zijn), moet(en) één van de volgende voorwaarden vervullen :

A. houder zijn van een bekwaamheidsattest of een opleidingstitel voorgeschreven door een lidstaat om tot het gereguleerd beroep van reisbureau-uitbater op zijn grondgebied te worden toegelaten, dan wel deze activiteit aldaar uit te oefenen, dat beantwoordt aan de volgende voorwaarden

1° het attest wordt in een lidstaat door een bevoegde overheid afgegeven, die overeenkomstig de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen; en

2° uit het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel blijkt dat de houder :

- ofwel een postsecundaire studiecycclus van ten minste drie jaar heeft gevolgd aan een universiteit of een andere instelling voor hoger onderwijs of een andere instelling van gelijkwaardig opleidingsniveau en in voorkomend geval, en dat hij de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecycclus wordt vereist; of

- een postsecundaire studiecycclus van ten minste één jaar heeft gevolgd, waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het postsecundair onderwijs waarvan sprake vereist is, of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook, in voorkomend geval, de beroepsopleiding gevolgd heeft, die als aanvulling op deze cycclus van postsecundair onderwijs vereist is.

Met een opleidingstitel wordt gelijkgesteld, de titel die in een lidstaat is afgegeven, die met een in de Europese Economische Ruimte gevolgde opleiding is afgesloten, wanneer laatstgenoemde door deze Lidstaat als gelijkwaardig wordt erkend.

Met een opleidingstitel wordt gelijkgesteld, de titel die in een derde land is afgegeven, wanneer de betrokken opleidingstitel erkend werd door de lidstaat en als de houder ervan in die lidstaat een beroepservaring van drie jaar heeft opgedaan; of

B. een relevante beroepservaring in de reisbureau-activiteiten kunnen bewijzen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 van Richtlijn 2005/36/EG.

§ 5. De aanvragers die onderdaan zijn van één lidstaat waar het beroep van reisbureau niet gereguleerd is en die een vergunning van categorie A, B of C willen krijgen of de persoon(onen) die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is (zijn), moet(en) één van de volgende voorwaarden vervullen :

A. het beroep van reisbureau-uitbater tijdens de voorafgaande tien jaar uitgeoefend hebben; en

B. een bekwaamheidsattest of een opleidingstitel bezitten die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° het attest wordt in een lidstaat door een bevoegde autoriteit afgegeven, die overeenkomstig de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen; en

2° uit het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel blijkt dat de houder :

- ofwel een postsecundaire studiecycclus van ten minste drie jaar heeft gevolgd aan een universiteit of een andere instelling voor hoger onderwijs of een andere instelling van gelijkwaardig opleidingsniveau en in het voorkomend geval, en dat hij de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecycclus wordt vereist en die hem op de uitoefening van het beroep van reisbureau-uitbater heeft voorbereid; of

- een postsecundaire studiecycclus van ten minste één jaar heeft gevolgd, waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het postsecundair onderwijs waarvan sprake vereist is, of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook, in voorkomend geval, de beroepsopleiding gevolgd heeft, die als aanvulling op deze cycclus van postsecundair onderwijs vereist is, en die hem op de uitoefening van het beroep van reisbureau-uitbater heeft voorbereid.

Met een opleidingstitel wordt gelijkgesteld, de titel die in een lidstaat is afgegeven, die met een in de Europese Economische Ruimte gevolgde opleiding is afgesloten, wanneer laatstgenoemde door deze lidstaat als gelijkwaardig wordt erkend.

Met een opleidingstitel wordt gelijkgesteld, de titel die in een derde land is afgegeven, wanneer de betrokken opleidingstitel erkend werd door de lidstaat en als de houder ervan in die lidstaat een beroepservaring van drie jaar heeft opgedaan; of

C. een relevante beroepservaring in de reisbureau-activiteiten kunnen bewijzen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 18 van Richtlijn 2005/36/EG.

§ 6. De in de vorige paragrafen bedoelde voorwaarden worden geacht vervuld te zijn in de twee volgende gevallen :

A. wanneer de betrokkene houder is van een opleidingstitel, dan wel een geheel van opleidingstitels die door een bevoegde autoriteit in zijn Staat van oorsprong zijn afgegeven, voor zover die titel met een verworven opleiding is afgesloten welke erkend is door deze Staat als zijnde van gelijkwaardig niveau als het niveau vereist in de vorige paragrafen en die dezelfde rechten toekent inzake toegang tot het beroep reisbureau of uitoefening ervan, of die op de uitoefening van dat beroep voorbereid is;

B. wanneer de betrokkene een beroepskwalificatie heeft, die weliswaar niet voldoet aan de eisen die in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van zijn lidstaat van oorsprong voor de toegang tot of uitoefening van een beroep zijn vastgesteld, maar die de houder ervan krachtens deze bepalingen verworven rechten verleent.

§ 7. Voor de toepassing van de vorige paragrafen worden zowel voltijdse als deeltijdse prestaties in aanmerking genomen, met dien verstande dat de totale duur van de deeltijdse arbeidstijd overeenkomt met de vereiste voltijdse ervaring die in die paragrafen wordt opgelegd.

§ 8. Het bezitten van de vereiste beroepskwalificaties wordt door de Commissaris-generaal voor Toerisme beoordeeld op basis van één of meer van de volgende documenten :

- a. de diploma's, bekwaamheidsattesten of opleidingstitels;
- b. een op eer afgeleverde verklaring van de huidige of vroegere werk- of opdrachtgever;
- c. getuigenverklaringen;
- d. elk stuk dat door de Commissaris-generaal voor Toerisme als bewijs wordt aanvaard.

Art. 5. De betrokkene moet een aanpassingsstage gedurende maximum drie jaar lopen of zich onderwerpen aan een bekwaamheidsproef, wanneer hij :

1° een opleiding in zijn Staat van oorsprong heeft gevolgd die minstens één jaar minder bedraagt dan deze bedoeld in artikel 4 van het besluit;

2° een opleiding in zijn Staat van oorsprong heeft gevolgd, die betrekking heeft op materies die substantieel verschillen van deze gedekt door de opleidingstitel van reisbureau-uitbater;

3° in zijn Staat van oorsprong over een attest of een vaardigheid beschikt voor een beroep dat substantieel verschilt van het beroep reisbureau.

De keuze tussen de aanpassingsstage of de bekwaamheidsproef wordt aan de betrokkene gelaten.

Wanneer de betrokkene een aanpassingsstage moet lopen of zich aan een bekwaamheidsproef onderwerpen, moet hij informatie omtrent zijn opleiding te verstrekken, voor zover dat noodzakelijk is om vast te stellen of er eventuele substantiële verschillen bestaan met de opleiding die in het Waalse Gewest van kracht is. Indien de betrokkene die informatie niet kan verstrekken, richt de Commissaris-generaal voor Toerisme zich tot het meldpunt, de bevoegde overheid of elke andere instelling die in de Staat van oorsprong bevoegd is.

Art. 6. Wanneer een met het dagelijks beheer belaste persoon de onderneming verlaat, moet hij binnen zes maanden vervangen worden. Die vervanging hangt af van de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 en 4 inzake nationaliteit en beroepsbevoegdheid.

Afdeling 2. — Voorwaarden met betrekking tot de ondernemingen

Borgtocht

Art. 7. § 1. De vergunningsaanvrager moet het bewijs leveren dat hij een borgtocht heeft gesteld tot een beloop van :

1. voor een vergunning van de categorieën A of C, als de onderneming haar reizen tegen een vaste som of verblijven tegen een vaste som overwegend verkoopt door toedoen van andere reisbureaus :

voor ten hoogste 20 bedienden : 50.000 euro,
vermeerderd met 25.000 euro voor elke groep van 10 bedienden;

2. voor een vergunning van categorie A, als de onderneming tewerkstelt :

ten hoogste 2 bedienden : 10.000 euro;

van 3 tot 5 bedienden : 15.000 euro;

van 6 tot 10 bedienden : 20.000 euro;

meer dan 10 bedienden : 25.000 euro,

vermeerderd met 7.500 euro per bijhuis;

3. voor een vergunning van categorie B : 7.500 euro,

vermeerderd met 7.500 euro per bijhuis;

4. voor een vergunning van categorie C als de onderneming exploiteert :

van 1 tot 5 autocars in de categorie "Toerisme" : 7.500 euro;

van 6 tot 10 autocars in de categorie "Toerisme" : 10.000 euro;

van 11 tot 15 autocars in de categorie "Toerisme" : 12.500 euro,

vermeerderd met 5.000 euro per gedeelte van 5 autocars in de categorie "Toerisme";

vermeerderd met 7.500 euro per bijhuis;

§ 2. Voor de toepassing van § 1, wordt rekening gehouden met :

- de bedienden die in het hoofdkwartier en de bijhuizen van de onderneming tewerkgesteld zijn op het tijdstip van de aanvraag en vervolgens, op 1 juli van ieder jaar;

- de autocars in de categorie "Toerisme" door het hoofdkantoor en de bijhuizen van de onderneming aangewend voor de organisatie van reizen tegen een vaste som en verblijven tegen een vaste som, op het tijdstip van de aanvraag en vervolgens op 1 juli van ieder jaar;

- de bijhuizen in exploitatie.

Het bedrag van de borgstelling moet worden aangepast bij de opening van een bijhuis en, in voorkomend geval, vóór het verstrijken van de maand juli.

Art. 8. De borgtocht mag bestaan in de hoofdelijke borg van een bank of van een verzekeringsmaatschappij, of voor de onderdanen van de andere lidstaten dan België en van de Europese Vrijhandelsassociatie zodra de richtlijn op die landen van toepassing zal zijn, overeenkomstig de in de Staat van oorsprong vigerende wetgeving.

Art. 9. De borgtocht kan bij de Deposito- en Consignatiekas gestort worden of, voor de onderdanen van de andere Lidstaten dan België en van de Europese Vrijhandelsassociatie zodra de richtlijn op die landen van toepassing zal zijn, bij een deposito- en consignatieinstelling, overeenkomstig de in de Staat van oorsprong vigerende wetgeving en reglementering.

Bedrijfszetel

Art. 10. De vergunningsaanvrager moet over vaste lokalen beschikken, die voor het publiek toegankelijk zijn en die het mogelijk maken de activiteit op erkenbare en waardige wijze uit te oefenen.

HOOFDSTUK III. — Procedure voor het verlenen van de vergunningen

Art. 11. De vergunningsaanvraag wordt aan de commissaris-generaal voor Toerisme gericht.

Art. 12. § 1. Bij de vergunningsaanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd :

1° een uittreksel uit het strafregister van model 2 voor de Belgische onderdanen of van het gelijkwaardige model voor de buitenlandse onderdanen, dat sedert ten hoogste drie maanden afgeleverd is ten name van de aanvrager indien het een natuurlijk persoon betreft, van de beheerders of zaakvoerders indien het een rechtspersoon betreft, alsmede ten name van de persoon(onen) belast met het dagelijks beheer van de onderneming.

Indien de betrokkene onderdaan is van een in artikel 3 bedoelde andere Staat dan België, mag het uittreksel uit het strafregister worden vervangen door om het even welk document uitgereikt door een bevoegde overheid waaruit blijkt dat de eis inzake nationaliteit voorgeschreven bij artikel 3 van dit besluit en deze inzake eerbaarheid voorgeschreven bij artikel 8, 2°, van het decreet worden nagekomen.

Indien de in 1° bedoelde documenten niet door de bevoegde overheden van de Staat van oorsprong worden afgegeven, worden ze vervangen door een verklaring onder ede - of, in de Staten waar de eed niet bestaat, door een plechtige verklaring - door de betrokkene afgelegd tegenover een bevoegde gerechtelijke of administratieve autoriteit of in voorkomend geval tegenover een notaris of een bevoegde beroepsvereniging van de lidstaat van oorsprong of herkomst, die een attest verstrekt waaruit blijkt dat de verklaring onder ede of de plechtige verklaring is afgelegd. Als de formule van deze eed of gelofte niet door de betrokkene in de Staat waarvan sprake kan worden gebruikt, kan de betrokkene in één of ander geval een passende gelijkwaardige formule gebruiken.

2° de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* waarin de laatst geldende beschikkingen betreffende de vennootschap of de vereniging waarvan de wet de bekendmaking voorschrijft, bekendgemaakt werden.

Die bijlagen kunnen evenwel vervangen worden door een exemplaar van de statuten die behoorlijk voorzien zijn van de stempel van de rechtbank van koophandel voor hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Indien de betrokkene onderdaan is van een in artikel 3 bedoelde andere Staat dan België, mag dat document worden vervangen door om het even welk document dat openbaar beschikbaar is en dat betrekking heeft op de vennootschap of de vereniging waarvan de wet de bekendmaking voorschrijft;

3° de getuigschriften of andere stukken waaruit de beroepsbekwaamheid van de persoon(onen) belast met het dagelijks beheer van de onderneming kan blijken;

4° de documenten waaruit de toepassing van de vrijstellings- of overgangsmatregelen kan blijken;

5° het bericht van de Deposito- en Consignatiekas of het afschrift van de akte van verbintenis van de hoofdelijke borg waaruit de borgstelling blijkt of, voor de onderdanen van een in artikel 3 bedoelde andere Staat dan België, van een deposito- en consignatie-instelling.

§ 2. Er dient gebruik te worden gemaakt van de formulieren geleverd door de Commissaris-generaal voor Toerisme.

§ 3. Elke wijziging die eender welk element van de vergunningsaanvraag en van de documenten die haar vergezelden betreft, moet bij aangetekende brief, ter kennis gebracht aan de Commissaris-generaal voor Toerisme binnen een termijn van tien dagen.

§ 4. In geval van gegronde twijfel kan de Commissaris-generaal voor Toerisme zich het recht voorbehouden om elk originele document te vragen.

§ 5. In geval van gegronde twijfel kan de Commissaris-generaal voor Toerisme de Staat van oorsprong vragen om bevestiging van de echtheid van de in die andere Staat afgegeven getuigschriften en opleidingstitels.

§ 6. In geval van gegronde twijfel, wanneer een bevoegde overheid van een lidstaat een opleidingstitel heeft afgegeven die een opleiding omvat die geheel of gedeeltelijk is gevolgd in een rechtmatig op het grondgebied van een andere lidstaat gevestigde instelling, mag de Commissaris-generaal voor Toerisme bij de bevoegde instelling van de Staat van oorsprong waar de titel is afgegeven, nagaan :

1° of de opleiding verzorgd door de betrokken instelling, officieel is gecertificeerd door de onderwijsinstelling die gevestigd is in de Staat van oorsprong vanwaar de titel afkomstig is,

2° of de verleende opleidingstitel dezelfde is als de titel die zou zijn verleend indien de opleiding in zijn geheel was gevolgd in de Staat van oorsprong vanwaar de titel afkomstig is; en

3° of de verleende opleidingstitel dezelfde beroepsrechten verleent op het grondgebied van de Staat van oorsprong vanwaar de titel afkomstig is.

Art. 13. De vergunning vermeldt de naam van de onderneming, de plaatsen van het hoofdkantoor en van de bijhuizen, de toegelaten werkzaamheden, de namen van de houders, de afgevaardigden-beheerders, de zaakvoerders en de personen belast met het dagelijks beheer.

Art. 14. Geen enkele onderneming mag in exploitatie gesteld worden vóór het verlenen van de vereiste vergunning.

Titel 3. — Verplichtingen van de vergunningshouders

HOOFDSTUK I. — Schilden en vergunningen

Art. 15. De Commissaris-generaal voor Toerisme bezorgt aan de houder van een vergunning afgegeven overeenkomstig artikel 2, § 1 of 2, 1° van het decreet een schild, in evenveel exemplaren als de onderneming hoofdzetel en bijhuizen telt, dat eigendom van Wallonië blijft en dat dicht bij de ingang voor het publiek zichtbaar op de inrichting moet worden aangebracht.

De modellen van schild verschillen volgens de toegelaten werkzaamheden en maken het voorwerp uit van de modellen bedoeld in de bijlagen 1, 2 en 3.

Art. 16. § 1. In geval van intrekking of schorsing van de vergunning of bij het ophouden van de werkzaamheden, moeten de vergunning alsmede de schilden van de betrokken instellingen teruggegeven worden binnen tien dagen na de verzending van de kennisgeving van de definitieve beslissing tot intrekking of schorsing of binnen tien dagen na het ophouden van de werkzaamheden.

§ 2. In geval van wijziging in de vermeldingen op de vergunning, moeten de vergunning en in voorkomend geval de schilden van de betrokken instellingen teruggegeven worden binnen tien dagen na de uitreiking van de nieuwe vergunning en, in voorkomend geval, van de nieuwe schilden.

HOOFDSTUK II. — Vermeldingen

Art. 17. De benaming van de onderneming, de categorie en het nummer van de vergunning moeten worden vermeld op de beroepsdocumenten en in de reclame van de onderneming

De dienstverrichter zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, van het decreet moet ook die verplichting nakomen.

HOOFDSTUK III. — Plichtenleer

Art. 18. De houder van een vergunning is ertoe gehouden :

1. tegenover zijn cliënten :

- a) de juiste nodige inlichtingen betreffende de prijzen en de voorwaarden van een reis of van een verblijf te geven;
- b) de, in de voorziene voorwaarden, diensten te verstrekken waartoe hij zich verplicht heeft;
- c) het geheim te bewaren van al de voorwaarden van een reis of verblijf, zelfs als deze reis of verblijf niet gedaan werd, tenzij hij onderrichtingen van de cliënt daaromtrent heeft ontvangen, tenzij hij geroepen wordt om in rechte getuigenis af te leggen of de wet hem verplicht die voorwaarden bekend te maken;
- d) de door een cliënt gestorte fondsen niet te gebruiken voor andere doeleinden dan die van de onderneming en de aan cliënten verschuldigde fondsen zonder verwijl terug te bezorgen;
- e) geen beroep te doen op leveranciers of onderaannemers die niet de betrouwbare beroeps- of morele waarborgen bieden;

2. tegenover zijn leveranciers :

- a) de sommen die hen toekomen in hun handen te bezorgen binnen de overeengekomen termijnen, zoniet, binnen de gebruikelijke termijnen;
- b) inzake ontbinding van contracten, de overeengekomen termijnen te eerbiedigen, zoniet, de gebruikelijke termijnen;

3. tegenover zijn confraters :

zich onthouden van iedere handeling strijdig met de eerlijke gebruiken inzake handel waardoor hij hun of aan een onder hen een gedeelte van hun cliënteel zou ontnemen of zou trachten te ontnemen, of hun krediet zou aantasten of zou trachten aan te tasten of, meer algemeen, hun concurrentievermogen zou aantasten of zou trachten aan te tasten.

Begaat een daad strijdig met de eerlijke gebruiken inzake handel, inzonderheid hij die :

- a) verwarring sticht of tracht te stichten tussen zijn persoon, zijn onderneming, zijn vertegenwoordigingen, zijn werkzaamheden en die van een mededinger, en dit door gelijk welk middel zoals gelijkenis in de benaming van het reisbureau, in de naam van een reis of verblijf of in de handelsreclame;
- b) valse aantijgingen verspreidt of wetens en willens onjuiste aanduidingen verstrekt omtrent de persoon, de onderneming, de werkzaamheden of het personeel van een mededinger;
- c) onjuiste aanduidingen verstrekt omtrent zijn handelspersoon of zijn reizen of verblijven;
- d) een niet toegelaten gebruik maakt van materieel van een mededinger, inzonderheid van zijn vlugschriften, rondzendbrieven, prospectussen en aanplakbiljetten, zelfs zonder het inzicht een verwarring te scheppen tussen de personen;
- e) met het inzicht om te schaden, het personeel van een mededinger doet vertrekken of het aanzet de zakengeheimen van zijn mededinger openbaar te maken.

De dienstverrichter zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, van het decreet moet ook die verplichting nakomen.

HOOFDSTUK IV. — Gebruik maken van de borgtocht

Art. 19. De borgtocht dient uitsluitend tot zekerheidstelling van de beroepsverbintenissen aangegaan bij de uitoefening van de werkzaamheden gedekt door de vergunning.

Hij kan echter niet dienen ter betaling van schuldeisers reeds voorzien van een andere waarborg, binnen de perken hiervan.

Art. 20. Van de borgtocht mag alleen gebruik worden gemaakt als betaling van de gewaarborgde schuldverdringen werd gevorderd overeenkomstig de volgende bepalingen.

Art. 21. De schuldeiser moet zijn schuldenaar een aanmaning en een afschrift ervan samen met het afschrift van de onbetaalde facturen aan de Commissaris-generaal voor Toerisme sturen binnen twaalf maanden na de uitvoering van de werkzaamheden die de schuld hebben doen ontstaan.

De Commissaris-generaal voor Toerisme zendt binnen tien dagen een verwittiging aan de schuldenaar waarbij hem wordt herinnerd aan de bepalingen van artikel 26 van dit besluit en zendt, desgevallend, afschrift aan de hoofdelijke borg.

Al die mededelingen worden bij aangetekende brief gedaan.

Art. 22. § 1. Indien binnen tien dagen na de verzending van de in artikel 21, tweede lid, beoogde verwittiging, de Commissaris-generaal voor Toerisme geen bij aangetekende brief ontvangen heeft vanwege de schuldenaar of vanwege de hoofdelijke borg waarbij hij, hetzij kennis krijgt van het bewijs van de betaling, hetzij van de kennisgeving dat de schuldvordering of de waarborg ervan geheel of gedeeltelijk betwist wordt, wordt de schuldvordering beschouwd als zeker, vaststaand, opeisbaar en gewaarborgd voor het niet-betaalde en niet-betwiste gedeelte en van de borgtocht wordt alsdan gebruik gemaakt overeenkomstig § 2.

§ 2. Wanneer overeenkomstig § 1 van de borgtocht gebruik dient te worden gemaakt, geeft de Commissaris-generaal voor Toerisme de Deposito- en Consignatiekas of, al naar het geval, de hoofdelijke borg onderrichtingen, bij aangetekende brief, de schuldeiser te betalen.

De hoofdelijke borg beschikt voor de betaling over een termijn van tien dagen te rekenen van de verzending van de aangetekende brief van de Commissaris-generaal voor Toerisme. Hij moet, binnen dezelfde termijn, bij aangetekende brief, van die betaling kennis geven aan de commissaris-generaal voor Toerisme.

§ 3. De Commissaris-generaal voor Toerisme geeft de schuldeiser kennis van de betaling van de schuldvordering. In geval van betwisting deelt hij aan de schuldeiser mede dat hij eventueel zijn rechten op de borgtocht kan uitoefenen door de gewone wettelijke middelen.

Het geval dat de schuldeiser de betaling tegenspreekt en het geval dat de hoofdelijke borg zijn verplichtingen niet nakomt binnen de in § 2 bepaalde termijn, worden geacht betwistingen te zijn.

Art. 23. Indien van de borgtocht gebruik werd gemaakt overeenkomstig artikel 21, moet de vergunninghouder, zonder ertoe uitgenodigd te zijn, de voormelde borgtocht opnieuw samenstellen binnen tien dagen.

Art. 24. De schuldverdringen worden behandeld en betaald al naargelang de ontvangst ervan, waarbij de postdatum als bewijs geldt. Wanneer de borgtocht ontoereikend is om al de schuldeisers te betalen die overeenkomstig artikel 21 de betaling hebben gevraagd van hun schuldverdringen die dezelfde poststempel hebben, dan geschiedt de verdeling bij omslag. Die bepalingen zijn ook van toepassing in geval van failliet van de onderneming.

Art. 25. Iedere bestelbon en iedere factuur uitgaande van een vergunninghouder moet op de voorzijde of op de ommezijde - maar in dat geval moet op de voorzijde een duidelijke verwijzing staan - melding maken van het feit dat zijn beroepsverbintenissen gedekt zijn door de borgtocht onder de in dit besluit vastgestelde voorwaarden, het bedrag van de borgtocht en de aanduiding dat de borgtocht slechts kan aangewend worden na de verzending bij aangetekende brief van een aanmaning aan de schuldenaar en van een afschrift ervan aan de Commissaris-generaal voor Toerisme.

Art. 26. § 1. De borgtocht is bevrijd in de gevallen en op de data die hierna zijn bepaald :

1° in geval van werkelijke en definitieve stopzetting van de werkzaamheden die door de vergunning zijn gedekt : op de dag waarop de Commissaris-generaal voor Toerisme de aangetekende brief ontvangt, waarbij hem kennis wordt gegeven van de stopzetting van die werkzaamheden;

2° als de hoofdelijke borg beslist zich van zijn verplichtingen te ontdoen : bij het verstrijken van een termijn van drie maanden ingaande de dag waarop de Commissaris-generaal voor Toerisme de aangetekende brief ontvangt, waarbij hem kennis wordt gegeven van die beslissing;

§ 2. De borgtocht blijft bestaan voor het waarborgen van de schuldverdringen die vóór zijn bevrijding zijn ontstaan en waarvan de betaling is gevorderd overeenkomstig artikel 21, en ten laatste binnen zes maanden na de datum van de bevrijding.

HOOFDSTUK V. — *Statistieken*

Art. 27. De houder van een vergunning moet ieder jaar de inlichtingen in verband met het toeristische bedrijf die de Commissaris-generaal voor Toerisme hem vraagt, verstrekken.

Die inlichtingen zijn vertrouwelijk en uitsluitend bestemd voor statistieken inzake toerisme.

De dienstverrichter zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, van het decreet moet ook die verplichting nakomen.

HOOFDSTUK VI. — *Europese administratieve samenwerking*

Art. 28. De Commissaris-generaal voor Toerisme kan voor elke dienstverlening aan de bevoegde overheden van de Staat van oorsprong van de dienstverrichter erom verzoeken dat ze elke relevante informatie betreffende de wettelijkheid van de inrichting en het goede gedrag van de dienstverrichter alsmede het gebrek aan disciplinaire of strafsancie met professioneel karakter verstrekken.

In geval van klacht moet de dienstverrichter op de hoogte worden gebracht van de gevolgen van de klacht.

Titel 4. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 29. De koninklijke besluiten van 30 juni 1966, 1 februari 1975, 9 maart 1977, 22 oktober 1987 en 22 september 1988 betreffende het statuut van de reisbureaus worden opgeheven.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt

Art. 31. De Minister bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN